

Été 2022 Bulletin d'information

MPME Groupe de travail de l'OMC

MESSAGE DU COORDONNATEUR

Chers amis des MPME,

Je tiens tout d'abord à vous remercier pour le soutien et l'intérêt constants dont vous témoignez à l'égard du Groupe de travail informel de l'OMC sur les MPME. Cette année 2022 marque le cinquième anniversaire du lancement de ce Groupe, lors de la onzième Conférence ministérielle de l'OMC tenue à Buenos Aires fin 2017. Ces dernières années, le nombre de membres est passé de 88 à 94, et le Groupe a travaillé d'arrache-pied afin de produire des résultats tangibles susceptibles de soutenir la participation des micro, petites et moyennes entreprises (MPME) au commerce international. Parmi ces résultats figurent l'ensemble de recommandations et déclarations de 2020 ([INF/MSME/4/Rev.2](#)), deux bases de données (l'une sur [les dispositions relatives aux MPME dans les accords commerciaux régionaux](#) et l'autre sur les [références aux MPME dans les examens de politique commerciale de l'OMC](#)) et, bien sûr, la plate-forme en ligne [Trade4MSMEs](#).

Tout en travaillant sur chacune de ces initiatives, le Groupe n'a cessé de garder à l'esprit la tenue de la douzième Conférence ministérielle (CM12). Une pandémie et deux reports plus tard, la CM12 a finalement eu lieu. Si le Groupe n'a pas pu approuver son projet de déclaration publié à la fin de l'année 2021 en raison d'une situation politique difficile, le 8 juin, à quelques jours de la CM12, il a toutefois eu le plaisir de lancer le Trade4MSMEs Network réunissant des banques de développement et des organisations internationales et régionales qui s'emploient également à soutenir les MPME et le commerce. Lors de ce lancement, qui a reçu un très bon accueil, 12 exposés ont été présentés sur des travaux accomplis ou en cours. Le Network se réunira une fois par an pour informer les participants des faits survenus au cours de l'année, et ces renseignements seront recueillis par le Secrétariat de l'OMC afin de mettre à jour la plate-forme [Trade4MSMEs](#).

Pour ce qui est de l'avenir, le Groupe reprendra ses travaux de fond sur les recommandations et les déclarations. Parmi les sujets récemment présentés au Groupe figurent la préparation à la cybersécurité, les envois de faible valeur et le commerce durable. Il existe bien d'autres sujets sur lesquels le Groupe peut se pencher et travailler, et nous avons hâte d'échanger avec vous tous sur les questions urgentes liées aux MPME et au commerce que nous pouvons examiner.

Permettez-moi de conclure. Nous avons parcouru un long chemin et, avec votre aide, je sais que le Groupe ira encore plus loin. Je me réjouis à l'idée de cette nouvelle étape pour le Groupe de travail informel sur les MPME.

Je vous souhaite de passer un bel été!

José Luis Cancela, Ambassadeur de l'Uruguay



Prochains événements en 2022:

- 15 juillet
- 12 octobre
- 8 décembre

Evènements passés:

8 juin 2022

Lancement du Trade4MSMEs Network

27 juin 2022

Lancement du 2022 initiative des champions des petites entreprises



Enregistrement

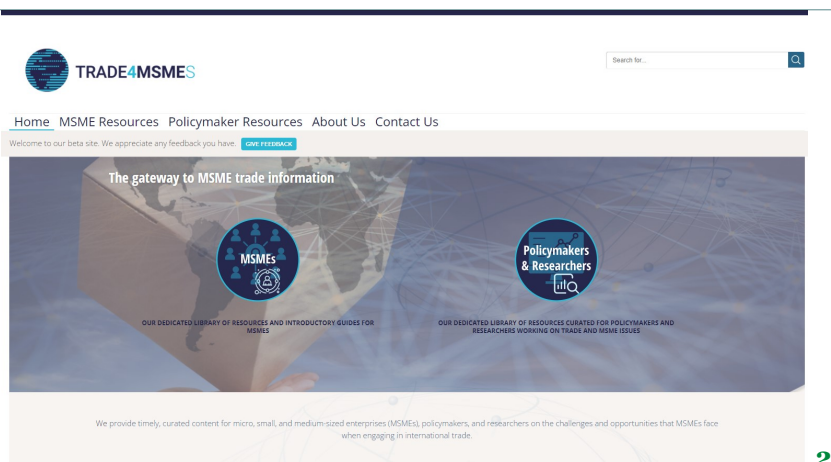
Small Business Champions 2022: Aider les petites entreprises à passer à une économie durable

Le Groupe de travail informel de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) sur les micro, petites et moyennes entreprises, en partenariat avec la Chambre de commerce internationale (ICC) et le Centre du commerce international (ITC) lancent un appel à propositions visant à aider les petites entreprises à passer à des pratiques commerciales plus durables et à contribuer à la décarbonation mondiale. Les entreprises, les associations professionnelles, les chambres de commerce et les organisations non gouvernementales sont invitées à soumettre des propositions. Pour savoir plus, [cliquez ici](#).

Trade4MSMEs Network

Lancé le 8 juin 2022, le Trade4MSMEs Network regroupe actuellement 17 banques de développement et organisations internationales et régionales (voir la liste ci-après), et les activités de sensibilisation se poursuivent auprès d'autres organisations. Créé dans l'objectif de tenir à jour la plate-forme Trade4MSMEs et les renseignements qui y figurent, le Network vise également à faciliter la collaboration entre les participants, à trouver de nouveaux outils pour aider les MPME dans leurs activités commerciales et à étudier les possibilités de projets conjoints. Le Network prévoit de se réunir une fois par an.

1. Banque asiatique de développement
2. Banque européenne pour la reconstruction et le développement
3. Banque interaméricaine de développement
4. Organisation internationale du travail
5. Union internationale des télécommunications
6. Centre du commerce international
7. Organisation de coopération et de développement économiques
8. Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique
9. Commission économique des Nations Unies pour l'Europe
10. Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes
11. Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique
12. Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie occidentale
13. Organisation des Nations Unies pour le développement



2.

MISES À JOUR DU SITE WEB TRADE4MSMEs

Les mises à jour du site Web Trade4MSMEs se poursuivent. De nouveaux guides ont été élaborés à l'intention des MPME et des décideurs, y compris sur les taux de change et la logistique inverse (voir le tableau ci-après). Les prochaines étapes consistent notamment à créer plus de liens vers des contenus régionaux et nationaux sur le site, et à améliorer les fonctionnalités de recherche. Après quelques problèmes techniques, les liens de contact figurant sur le site Web sont désormais entièrement fonctionnels, et nous invitons tous les utilisateurs souhaitant faire part de leurs observations concernant le site à recourir à ces outils ou à envoyer directement un message à l'adresse Trade4MSMEs@wto.org.

Nouveaux guides disponibles sur le site Trade4MSMEs.org

MPME	Décideurs
Normes pour les transactions sans papier transfrontalières – à l'intention des MPME	Normes pour les transactions sans papier transfrontalières – à l'intention des décideurs
	Politique de la concurrence
Taux de change	Marchés publics
Logistique inverse	Facilitation de l'investissement
Normes	Accords commerciaux régionaux
Normes de durabilité volontaires – à l'intention des MPME	Principe "Penser aux petits d'abord"
	Recours commerciaux
	Normes de durabilité volontaires – à l'intention des décideurs

3. JOURNÉE DES MPME 2022

Le 27 juin 2022, le Groupe de travail de l'OMC sur les MPME a célébré la Journée internationale des MPME en lançant la deuxième édition de l'initiative Small Business Champions, "Aider les petites entreprises dans la transition vers une économie durable" ([l'appel à propositions](#)) et en organisant une table ronde avec des représentants des entreprises Sustainable Finance Geneva, UPS, Sage, ADJOAA

and Mantra Beauty. Des observations liminaires ont été faites par José Luis Cancela, Ambassadeur de l'Uruguay; Pamela Coke-Hamilton, Directrice exécutive du Centre du commerce international; John Denton, Secrétaire général de la Chambre de commerce internationale; et Ngozi Okonjo-Iweala, Directrice générale de l'Organisation mondiale du commerce. Les observations ont principalement porté sur l'importance cruciale de la lutte contre les changements climatiques et sur la nécessaire participation des entreprises de toutes tailles aux efforts de décarbonation. Des études ont montré que les MPME étaient disposées à modifier leurs pratiques commerciales, mais que, bien souvent, elles ne savaient pas comment décarboner leurs activités et assumer les coûts importants induits par ces changements. Il sera essentiel de trouver des moyens de les soutenir dans ces efforts, que ce soit par l'intermédiaire d'innovations commerciales, de formations ou d'autres outils.

4. RÉUNION ANNUELLE ENTRE LE GROUPE DE TRAVAIL SUR LES MPME ET LE SECTEUR PRIVÉ

Le Groupe de travail sur les MPME a tenu sa réunion annuelle avec le secteur privé dans l'après-midi du 8 février 2022 en vue de rassembler les vues de celui-ci sur les questions d'importance pour les commerçants des MPME et de présenter la plate-forme Trade4MSMEs. M. l'Ambassadeur Cancela a ouvert la réunion en présentant les travaux menés par le Groupe en 2021, qui ont notamment porté sur deux bases de données distinctes sur les références faites aux MPME dans les accords commerciaux régionaux (disponible [ici](#)) et dans les examens de politique commerciale de l'OMC (disponible [ici](#)), et sur l'initiative "Digital Champions for Small Business" menée par le Groupe avec la CCI et l'ITC (des renseignements sur les lauréats de cette initiative sont disponibles [ici](#)). Le délégué du Mexique a également fait une démonstration de la plate-forme en ligne Trade4MSMEs (trade4msmes.org).

Après l'introduction, les participants du secteur privé ont pris la parole. Les intervenants ont invité le Groupe à soutenir l'adoption de la Loi type de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI) sur les documents transférables électroniques au niveau national, à examiner la question de la préparation des MPME à la cybersécurité et à remédier à la multiplication des normes et labels relatifs à la durabilité, qui crée d'importants obstacles au commerce pour les petites entreprises.

En outre, avant la réunion, la plate-forme Africa Women in Trade avait transmis au Groupe un document exposant en détail diverses préoccupations exprimées par ses MPME membres s'agissant du commerce international, qui avaient trait par exemple à l'accès aux licences volontaires comme FairTrade, aux besoins en matière de propriété intellectuelle et aux moyens d'obtenir des financements abordables. Ce document a été publié sous la cote [INF/MSME/P/1](#) dans le système Documents en ligne de l'OMC. Les autres participants du secteur privé sont encouragés à communiquer des renseignements analogues au Groupe de travail sur les MPME.

industriel

14. Commission des Nations Unies pour le droit commercial international
 15. Organisation mondiale des douanes
 16. Organisation mondiale de la propriété intellectuelle
- Banque mondiale



Des nouvelles des lauréats de l'initiative de 2021 "Digital Champions for Small Business" (les petites entreprises championnes du numérique)

TofaraOnline

(par Tofara Chokera, CDMP et Loveness Nleya)

« Le programme d'entrepreneur axé sur la technologie a été officiellement lancé le 29 janvier 2022. C'était pour nous un honneur de recevoir l'approbation et le soutien de l'Ambassadeur Cancela depuis l'Uruguay.

Le programme d'entrepreneur axé sur la technologie vise à doter les MPME des compétences nécessaires en commercialisation numérique pour:

- a) prouver la résilience dans des contextes de transitions économiques ou de crises;
- b) planifier et mettre en œuvre une stratégie de commercialisation numérique réussie;

- c) rester viable en adoptant la commercialisation numérique;
- d) créer des débouchés de commerce international.

Jusqu'ici, nous avons formé en ligne plus de 80 étudiants venant d'Afrique du Sud, du Botswana, du Nigéria, de Zambie et du Zimbabwe, et nous avons organisé 2 ateliers en présentiel sur la création de contenus numériques, la gestion de contenus et l'expérience utilisateur. Le 3 mai 2022, nous nous sommes lancés dans une nouvelle aventure avec des MPME du Zimbabwe et de Zambie, où nous donnons des formations sur la commercialisation numérique tournée vers le commerce international.

Nous restons innovants dans l'exécution de nos formations: nous travaillons sur des possibilités de financement et sur l'adaptation des formations pour que les communautés marginalisées et les personnes ayant une déficience visuelle ou auditive puissent participer.

Les MPME ont toujours eu du mal à entrer dans l'économie numérique en raison d'un manque d'information, de ressources ou de savoir-faire technologique. Notre objectif est de faire entrer davantage de MPME dans l'économie numérique pour les aider à se développer, à commercer et à devenir résilientes. »



5. NOUVELLE SÉRIE DE NOTES DE RECHERCHE SUR LA PARTICIPATION DES PETITES ENTREPRISES AU COMMERCE INTERNATIONAL

Le Secrétariat de l'OMC a lancé une nouvelle série de notes de recherche pour étudier les questions liées à la participation des petites entreprises au commerce international. Les trois premières notes ont été publiées lors de la Journée des MPME. Deux d'entre elles, portant sur l'évolution récente de la participation des MPME des économies développées au commerce international et sur la participation au commerce des petites et moyennes entreprises manufacturières dans les économies en développement, ont permis de mettre à jour les renseignements relatifs aux MPME et au commerce figurant dans la section B du Rapport sur le commerce mondial 2016 de l'OMC intitulé "[Égaliser les conditions du commerce pour les PME](#)". [Le premier rapport](#) établit que les MPME ont pris de l'importance s'agissant de leur part totale dans la valeur des exportations et importations des économies de l'OCDE à l'étude, bien que leur participation au commerce international reste relativement inférieure à celle des grandes entreprises, étant donné qu'elles représentent seulement 36% des exportations et 41% des importations. [Le deuxième rapport](#) indique que dans les économies en développement, les MPME manufacturières représentent toujours une part relativement restreinte des exportations dans le cadre des ventes totales et que leur participation aux chaînes de valeur mondiales demeure globalement faible. [La troisième note](#) de recherche, qui a pour sujet les petites entreprises et les changements climatiques, s'appuie sur des données issues de sondages réalisés auprès d'utilisateurs de la plate-forme Facebook (Meta) pour savoir ce que les petites entreprises de différentes régions pensent des changements climatiques; les résultats de l'enquête sont ventilés par genre. Dans l'ensemble, les entreprises ont conscience de la crise climatique et de la nécessité d'agir; cependant, les réponses montrent clairement qu'il est nécessaire d'informer davantage sur les prescriptions établies par les autorités et de faciliter l'accès aux outils ou financements pour permettre aux MPME de mener cette transition.

6. EXPOSÉS PRÉSENTÉS AU GROUPE DE TRAVAIL INFORMEL SUR LES MPME

Depuis le début de l'année 2022, le Groupe de travail sur les MPME a assisté à un certain nombre d'exposés présentés par des organisations internationales et des organismes de soutien aux entreprises sur des sujets aussi divers que la préparation à la cybersécurité et le développement durable. On trouvera ci-après des résumés de ces différents exposés, qui sont désormais également disponibles sur la [page du site Web de l'OMC dédiée au Groupe de travail sur les MPME](#).

L'ensemble d'instruments intitulé "Born Green via Digital" élaboré sous la présidence italienne du G-20

Au nom de la présidence italienne du G-20, la CNUCED a présenté le dispositif "Non-Binding Policy Toolkit on Promoting Born Green via Digital MSMEs and Entrepreneurship in Global Supply Chains" (ensemble d'instruments politiques non contraignant sur la promotion des MPME et de l'entrepreneuriat fondés sur le principe "Born Green via Digital" dans les chaînes d'approvisionnement mondiales), qui a été mis au point en collaboration avec l'ITC, l'OCDE, la Banque mondiale et l'OMC. Les économies vertes et numériques sont deux portes d'entrée pour les MPME et sont étroitement liées aux priorités du G-20 relatives aux populations, à la planète et à la prospérité. Compte tenu des nouvelles difficultés auxquelles se heurtent les MPME qui souhaitent accéder au financement vert, aux technologies numériques et aux places de marché en ligne, respecter la réglementation verte et accéder à de nouvelles connaissances et compétences, un ensemble d'outils doté d'un cadre de cinq éléments a été mis en place. Ces éléments comprennent le renforcement des

systèmes de formation à l'entrepreneuriat et des compétences entrepreneuriales; la facilitation des échanges et de l'innovation technologiques; l'amélioration de l'accès au financement; la promotion des partenariats et des relations; et l'optimisation de l'environnement réglementaire. Il faut espérer que cet ensemble d'outils puisse éclairer la poursuite des débats et des échanges de bonnes pratiques, servir de référence pour les personnes qui souhaitent appuyer les MPME dans les économies vertes et numériques et être à même d'orienter le soutien de politiques et l'assistance technique.

Global Legal Entity Identifier Foundation (GLEIF)

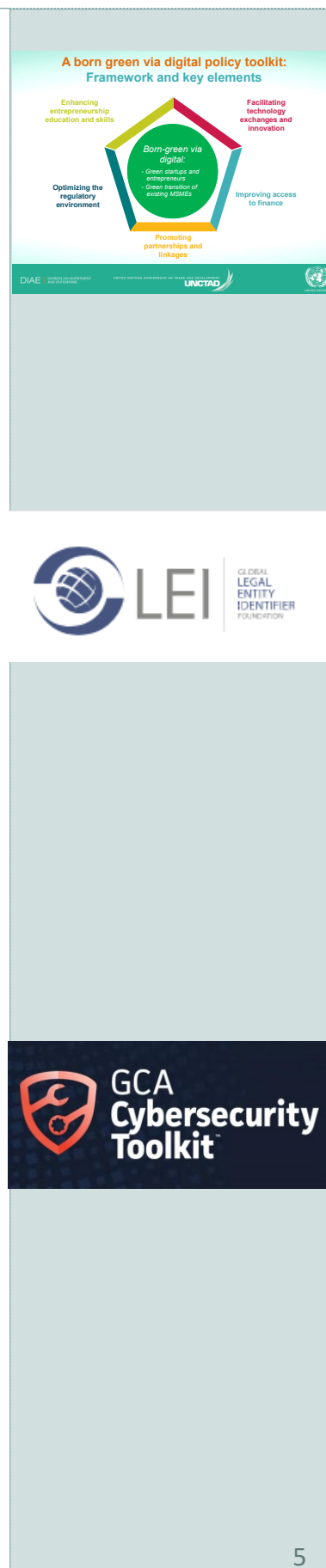
La GLEIF s'est de nouveau jointe au Groupe pour présenter le LEI, un code permanent détenu par diverses entités juridiques. Elle a mis en avant les avantages du LEI grâce à des présentations de soutien réalisées par quatre institutions financières et entreprises, avec une étude de cas du Zimbabwe. D'abord, Yann Desclercs, Directeur général de Cornerstone Advisory Plus, une entreprise ouest-africaine spécialisée dans la conformité financière, a expliqué l'importance du LEI, en particulier pour les institutions financières africaines. Le LEI peut aider les institutions financières à renforcer leurs normes de conformité et, ainsi, à réduire leur exposition aux activités d'atténuation des risques, qui consistent, pour la communauté financière internationale, à délaissier certaines institutions en se fondant sur l'hypothèse qu'elles auront besoin de bénéficier d'une diligence excessive. Ensuite, Munyaradzi Kamhozo et Erasmus Bhunu, de la NMB Bank, au Zimbabwe, ont fait savoir que le LEI pouvait réduire considérablement le temps nécessaire pour valider l'identité des MPME et abaisser les coûts de l'activité commerciale pour les négociants qui sont particulièrement exposés. Enfin, Second Muguyo, représentant le fabricant zimbabwéen de produits en cuivre et en argent Copperwares, a expliqué comment le LEI rendrait le financement plus accessible aux petites entreprises comme la sienne, ce qui garantirait leur viabilité.

Global Cyber Alliance (GCA)

La Global Cyber Alliance (GCA) a présenté un exposé sur son approche de la préparation à la cybersécurité pour les MPME et sur l'ensemble de ressources en libre accès qu'elle a créé pour ces entreprises. Globalement, la GCA s'attache à garantir un Internet sûr et fiable, y compris par l'établissement d'une communauté de domaines fiables pour l'échange de renseignements et les meilleures pratiques. Les outils mis au point par la GCA pour les MPME incluent un guide en six étapes pour l'amélioration de la cybersécurité de ces entreprises, des évaluations de compétences et des vidéos de formation. Ces étapes consistent à déterminer ce qu'une entreprise possède déjà; à effectuer des mises à jour pertinentes, par exemple en ce qui concerne les logiciels; à utiliser des mots de passe forts; à s'assurer que les systèmes sont sauvegardés et récupérables; et à protéger les adresses électroniques. La boîte à outils en question est accessible via un [site Web](#) interactif comportant une barre de menu, des fenêtres contextuelles guidées, des présentations vidéo et des manuels sur les thèmes pertinents. En plus d'une boîte à outils pour les entreprises, la GCA propose aussi des ensembles d'outils de cybersécurité pour les autres utilisateurs potentiels, comme les institutions financières et les organisations à but non lucratif.

L'initiative GreenToCompete de l'ITC

L'ITC a présenté au Groupe de travail sur les MPME son initiative GreenToCompete, destinée à renforcer les capacités des MPME et à améliorer leur résilience sur les marchés verts. Conscient que les entreprises sont soumises à des lois de la



GreenToCompete Hubs: Strengthening green competitiveness

– of more than 4500 MSMEs directly by end of 2022



Enhancing competitiveness
Scancom, Viet Nam:
Increasing resource efficiency and improving productivity



Increasing Sales
Shweli, Peru: Selling sustainably sourced food ingredients from the Amazon online



Accessing green finance
Mydinga, Kenya:
Investment of 300k USD secured for mobile solar drying truck to reduce waste

ITC

TRADE IMPACT FOR GOOD

concurrence commerciale qui sont à la fois négatives, telles que les risques liés aux chaînes de valeur découlant des aléas climatiques et les externalités écologiques créés par les entreprises, y compris les émissions et les déchets, et positives, telles que les nouveaux débouchés commerciaux environnementaux, l'ITC s'employait à favoriser des échanges respectueux de l'environnement axés sur la circularité, la résilience climatique et la bioéconomie. Par l'intermédiaire des nouvelles plates-formes GreenToCompete ([Hubs](#) - [landing](#) - [SustainabilityMap \(sustainabilitygateway.org\)](#)), de l'accès au financement vert au moyen d'un recensement des sources nationales, des espaces de dialogue et d'un commandement réfléchi, l'ITC espère contribuer au programme politique et aider les MPME à être le moteur du changement vert. Dans le cadre de l'initiative, l'ITC a mis au point un ensemble d'outils sur l'économie circulaire, les programmes de formation ou les MPME, et s'emploie actuellement à établir une plate-forme où les MPME peuvent procéder à une évaluation environnementale de leurs activités.

Exposé des Philippines sur le Programme d'action de Boracay adopté par l'APEC

Les Philippines ont fourni au Groupe des renseignements actualisés sur le Programme d'action de Boracay adopté par l'APEC et l'ont informé des résultats du Forum mondial des MPME de 2021 sur l'écologisation du financement des PME. Le Programme d'action de Boracay a débuté en 2015 et comporte cinq priorités principales, à savoir la facilitation des échanges, l'accès au financement, l'économie numérique, le renforcement des capacités et l'appui aux MPME dirigées par des femmes. Il ressort d'une étude récente que les initiatives entreprises dans le cadre du Programme d'action de Boracay étaient axées sur les femmes, l'économie numérique, le renforcement des capacités et comprenaient la création d'une place de marché de l'APEC pour les MPME; un centre d'information sur le commerce de l'APEC; un compendium d'opérateurs économiques agréés de l'APEC; une stratégie de l'APEC pour des MPME vertes, durables et innovantes; et la feuille de route Serena pour les femmes et la croissance inclusive. En outre, plusieurs questions qui devaient encore être traitées ont été mises au jour, y compris un besoin important de programmes d'apprentissage en ligne et de certification des compétences des MPME, un accès accru des MPME au financement et la création d'une norme commune pour l'évaluation de propriété intellectuelle dans les économies de l'APEC. Par ailleurs, il a été constaté dans le cadre de ce programme qu'il était nécessaire de promouvoir les MPME vertes et intelligentes en tant qu'entreprises d'avenir. Les Philippines ont fait savoir qu'elles souhaitaient collaborer avec les Membres de l'OMC dans les domaines communs de coopération prioritaires pour les MPME issus du programme, y compris la transparence et la diffusion de renseignements; la facilitation des échanges et le commerce électronique; la participation à l'élaboration des règles; l'égalité des genres et l'autonomisation économique des femmes; l'aide pour le commerce, l'assistance technique et le renforcement des capacités; et l'accès au financement.

ISAR

International Standards of Accounting and Reporting

CNUCED – Groupe intergouvernemental d'experts des normes internationales de comptabilité et de publication (ISAR)

La CNUCED a aussi présenté le Groupe intergouvernemental d'experts des normes internationales de comptabilité et de publication (ISAR). Créé par le Conseil économique et social et rattaché à la CNUCED, l'ISAR s'attache à rechercher des consensus, à donner des orientations politiques et à apporter une assistance technique sur la publication en matière de finances et de durabilité. En outre, l'ISAR se charge

d'appuyer les compétences de publication des entreprises en vue d'évaluer la contribution du secteur privé à la réalisation des objectifs de développement durable (ODD). Les principaux domaines d'action comprennent également la comptabilité des MPME et leurs publications. Actuellement, l'ISAR met en place la phase pilote de la création d'une plate-forme de comptabilité en ligne pour les MPME. En outre, il a établi des orientations sur les principaux indicateurs des ODD et un manuel de formation sur la comptabilité pour les MPME. L'amélioration des capacités de publication et de comptabilité des MPME peut aider ces entreprises à améliorer leur solvabilité et à accéder à un financement.

7. RAPPORT DU FONDS POUR L'APPLICATION DES NORMES ET LE DÉVELOPPEMENT DU COMMERCE (STDF) SUR LES BONNES PRATIQUES RÉGLEMENTAIRES

Les mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS) sont cruciales pour le commerce international de produits alimentaires: elles garantissent l'innocuité de ces produits pour les consommateurs et préviennent la propagation de maladies et de parasites. Cependant, les mesures SPS varient parfois grandement d'un pays à l'autre et leur application peut poser d'importantes difficultés, en particulier pour les petites entreprises qui sont susceptibles de moins bien connaître les prescriptions et d'avoir moins de ressources à consacrer à la compréhension de la réglementation.

En novembre 2021, le STDF a publié un nouveau guide destiné aux décideurs des économies en développement, afin de soutenir les bonnes pratiques réglementaires (BPR) dans le contexte des mesures SPS, y compris une amélioration de la transparence et un examen des changements législatifs du point de vue des petites entreprises ([STDF GRP Guide FR.pdf \(standardsfacility.org\)](#)). Ce guide contient des renseignements pratiques et encourage la participation des acteurs des secteurs public et privé. Il vise également à améliorer la conformité, à réduire les coûts administratifs et à renforcer la confiance dans la nouvelle réglementation SPS par l'intermédiaire de la compréhension des besoins des MPME, de l'identification des difficultés et de la conception d'interventions réglementaires adaptées aux MPME. En plus de ce rapport, des renseignements supplémentaires concernant les travaux menés par le STDF sur les BPR sont disponibles sur la page suivante: [Bonnes pratiques réglementaires | Fonds pour l'application des normes et le développement du commerce \(standardsfacility.org\)](#); on y trouve notamment une étude distincte menée à partir d'une enquête en ligne concernant l'utilisation des BPR depuis 2017.

8. LES VOIX DES MPME

Le Groupe de travail informel de l'OMC sur les MPME estime qu'une interaction directe avec les MPME et les organismes qui ont pour objectif de les soutenir enrichira les discussions et l'aidera à identifier les questions qui méritent d'être examinées à l'OMC. Après une pause consacrée aux préparatifs de la CM12, nous avons repris les entretiens avec les spécialistes des MPME et les groupes qui ont participé à nos réunions et ateliers.

N'hésitez pas à nous [contacter](#) si vous souhaitez prendre part à l'un de nos entretiens.

Gill Thomas, Global Cyber Alliance (GCA)

Quelques mots sur vous et sur l'intérêt que vous portez à la cause des MPME.



Le Fonds pour l'application des normes et le développement du commerce (STDF) a pour origine une déclaration publiée conjointement par cinq organisations internationales partenaires en 2001: l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE), le Groupe de la Banque mondiale, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Depuis sa création, de nombreux autres donateurs et organismes ont rejoint le Fonds afin de promouvoir des améliorations en matière SPS dans les économies en développement par le financement de projets pilotes innovants et la publication des recherches associées.



Gill a travaillé pendant 20 ans dans le domaine des réseaux et télécommunications. Après avoir passé du temps aux côtés de sa jeune famille, elle a retrouvé un monde où la transformation numérique alimentait possibilités et croissance, mais entraînait aussi une hausse exponentielle de la cybercriminalité. Gill a rejoint la [Global Cyber Alliance](#) (GCA) en 2019. Elle est titulaire d'une licence de sciences (BSc-Hon) en génie électronique.



La GCA est une organisation internationale, intersectorielle et à but non lucratif qui se consacre à la lutte contre les risques cybernétiques. Elle élabore des programmes, des partenariats et des outils afin de rendre le monde connecté plus sûr et plus sécurisé pour tous.

Les MPME sont un élément vital de l'économie mondiale. Du point de vue de la cybersécurité, elles sont souvent mal préparées au commerce en ligne parce qu'elles ne disposent pas des connaissances, des outils ou des ressources nécessaires pour y participer en toute sécurité. Elles risquent de tout perdre et mettent également leurs clients et fournisseurs en danger. L'adoption de contrôles et de meilleures pratiques internationalement reconnus en matière de cybersécurité permettra de réduire considérablement les risques cybernétiques pour toutes les MPME. La [boîte à outils de cybersécurité GCA pour les petites entreprises](#) fournit des outils gratuits afin d'améliorer la préparation dans ce domaine.

Quels sont, d'après vous, les deux ou trois principaux défis auxquels font face les MPME en matière de préparation à la cybersécurité et de marchés mondiaux?

Il faut comprendre que des risques de cyberattaques pèsent sur les MPME, que les cybercriminels peuvent aisément déclencher une attaque et quelles sont les options dont disposent les MPME pour réduire sensiblement ces risques.

Dans de nombreux cas, les cyberattaques sont automatisées, elles s'appuient sur des appareils, des systèmes et des logiciels, et ce, quelle que soit la taille de l'entreprise – et la majorité touchent effectivement les MPME.

Les marchés mondiaux agrandissent la surface d'attaque potentielle pour les MPME. Ces attaques peuvent survenir, sans prévenir, à tout moment: la préparation à la cybersécurité est donc essentielle pour pouvoir commercer en ligne tant à l'échelle locale que mondiale.

Quels sont les deux ou trois conseils en matière de préparation à la cybersécurité que vous donneriez aux MPME qui souhaitent accéder aux marchés mondiaux?

Conservez une copie de sauvegarde de toutes les données importantes (ailleurs que sur le réseau).

Assurez-vous que des mises à jour de sécurité (correctifs) sont menées aussi souvent que possible (ou des mises à jour automatiques).

Utilisez une authentification à deux facteurs quand c'est possible, n'utilisez jamais le même mot de passe pour différents comptes.

Ne transférez aucun renseignement sensible en utilisant un réseau wifi public.

Utilisez un logiciel antivirus et Quad9.

Réservez le réseau de votre entreprise à des dispositifs strictement commerciaux – sachez ce qui est connecté et comment.

Établissez un plan d'action au cas où votre entreprise serait touchée et vérifiez s'il fonctionne.

Quels conseils donneriez-vous aux décideurs nationaux qui souhaitent soutenir la préparation des MPME à la cybersécurité pour qu'elles participent au commerce international?

Ils doivent encourager et inciter les grandes organisations à apporter aux MPME participant à leurs chaînes d'approvisionnement mondiales un soutien qui s'inscrive dans le cadre de la protection de l'écosystème numérique mondial, en favorisant la collaboration et le partage de renseignements entre organisations afin de réduire les risques cybernétiques.

Lorsqu'il existe des programmes gouvernementaux qui fournissent des ressources à

l'appui des MPME, des orientations et des ressources en matière de cybersécurité devraient y être associées.

Si vous deviez citer un exemple de programme ou d'initiative réussis pour soutenir la préparation des MPME à la cybersécurité et leur participation au commerce international, quel serait-il?

Si je peux me permettre d'en citer deux, il y aurait d'abord le programme Mastercard Academy 2.0 en [Indonésie](#), en collaboration avec Mercy Corps, qui recourt à la boîte à outils et à la plate-forme en ligne MicroMentor pour renforcer les compétences des MPME, les guider et améliorer leur préparation à la cybersécurité.

Ensuite, relevant de l'Office des affaires étrangères, du Commonwealth et du développement du gouvernement britannique, je citerais le programme sur l'accès au numérique qui vise à améliorer la préparation des MPME à la cybersécurité [en Afrique du Sud et au Nigéria](#) au moyen de boîtes à outils, de ressources localisées et de réseaux de partenaires dans le pays.

Selon vous, comment le Groupe de travail informel de l'OMC sur les MPME peut-il aider les entreprises à être mieux préparées à la cybersécurité et à accéder aux marchés internationaux?

Pour avoir accès aux marchés internationaux, la majorité des MPME doivent utiliser Internet et des plates-formes en ligne. Lorsque l'on opère une transition depuis un environnement physique, où l'adoption de mesures de sécurité et d'un mode de pensée élémentaires peut protéger contre les intrusions et les pertes, les mêmes principes s'appliquent à un environnement en ligne.

La GCA conseille de mettre au point des programmes visant à sensibiliser les MPME à des contrôles faciles à mener et efficaces pour qu'elles puissent pénétrer en toute sécurité dans les chaînes d'approvisionnement mondiales et sur les marchés internationaux. La GCA serait heureuse d'apporter son soutien à toutes ces initiatives.

Mme Funke Bolujoko, RUCHIM Ltd.

Quelques mots sur vous et sur l'intérêt que vous portez à la cause des MPME.

En tant que spécialiste de la santé publique, j'ai été perturbée par le nombre croissant de problèmes de santé liés à l'alimentation dans les communautés. La **vision** portée par RUCHIM, selon laquelle tout foyer pourrait avoir des infusions de plantes Master Tea afin de favoriser un mode de vie plus sain, est largement entrée en écho avec ma propre passion pour la promotion de la santé axée sur les populations. Cependant, de nombreuses MPME sont régulièrement confrontées à un manque d'infrastructures, à des coûts de production et de commerce élevés, à un accès limité aux marchés et aux financements, et à bien d'autres problèmes qui restreignent leurs capacités à atteindre leurs objectifs.

Quels sont, d'après vous, les deux ou trois principaux défis auxquels font face les MPME en accédant aux marchés mondiaux?

Beaucoup de MPME sont mues par une envie de restituer à leurs communautés ce qu'elles en ont reçu en créant de la valeur ajoutée, et c'est pourquoi elles ont souvent des ambitions tournées vers l'exportation: elles pensent que les exportateurs font mieux, créent plus d'emplois, se développent plus vite et acquièrent des devises. Mais bien souvent, elles sous-estiment la complexité du processus d'expor-



Mon nom est Funke Bolujoko, j'ai plus de 35 ans d'expérience en tant que spécialiste de la santé publique, dont 22 années passées au service de l'Organisation mondiale de la santé, aux échelons nationaux et régionaux ainsi qu'au siège, où j'ai eu le privilège d'épauler plus de 90 pays en tant que conseillère en santé publique. Je soutiens actuellement RUCHIM Ltd. dans la promotion de modes de vie sains



RUCHIM Ltd. est une PME spécialisée dans la recherche et primée à maintes reprises au Nigéria, qui a été enregistrée en 2006 et a commencé ses activités en 2008 avec un seul produit, une traditionnelle boîte de thé noir rafraîchissant.

Aujourd'hui, elle produit sous le nom de marque "Master Tea" 13 mélanges de plantes à infusion 100% naturels qui ont des effets bénéfiques sur la santé

APPEL À ÉTUDES DE CAS SUR LES PME PARTICIPANT AUX CHAÎNES D'APPROVISIONNEMENT

Êtes-vous représentant d'une petite ou moyenne entreprise (PME) établie dans un pays en développement et participant à des chaînes d'approvisionnement internationales? Racontez-nous votre histoire!

Les études de cas complètent les analyses quantitatives et illustrent concrètement comment les économies en développement peuvent tirer avantage des possibilités d'accès aux marchés étrangers. Elles aident les décideurs et les analystes du commerce à mieux comprendre la situation de l'investissement, de la production et du commerce au sein des réseaux de production.

Votre histoire devrait notamment inclure les principaux domaines thématiques suivants:

- L'histoire de l'entreprise et sa motivation à rejoindre les réseaux internationaux de production.
- Les incitations et facteurs principaux qui ont facilité son intégration dans les chaînes d'approvisionnement (mesures d'incitation gouvernementales, mise en œuvre des Accords de l'OMC, domaines d'expertise, certifications internationales, etc.).
- La position actuelle de l'entreprise dans la chaîne, son rôle dans la production et le commerce aux niveaux national et international, ainsi que les avantages et résultats obtenus en matière d'emploi, de capacités de production et de revenus d'exploitation.
- Ce qui est selon vous nécessaire pour maintenir une pré-

tation pour ce qui est des coûts élevés du commerce et n'ont pas assez de capitaux pour développer des marchés d'exportation, assurer la durabilité des partenariats sur place et satisfaire aux exigences des acheteurs en rendant les prix plus compétitifs et en atténuant leur perception des risques.

Quels sont les deux ou trois conseils que vous donneriez aux MPME qui souhaitent accéder aux marchés mondiaux?

Il est extrêmement important que les MPME souhaitant accéder aux marchés mondiaux examinent et évaluent objectivement leur préparation à l'exportation en se penchant sur les capacités de production, la qualité des produits et l'emballage; leurs connaissances concernant le processus d'exportation et ses risques inhérents, les conséquences des coûts d'exportation et leur propre puissance financière; la connaissance des exigences des partenaires et des pays cibles et les mesures nécessaires pour maintenir un accès durable aux marchés. Les MPME doivent déterminer les domaines dans lesquels elles ne sont pas assez préparées et obtenir de l'aide si nécessaire pour s'internationaliser.

Quels conseils donneriez-vous aux décideurs nationaux qui souhaitent soutenir la participation des MPME au commerce international?

Les décideurs nationaux qui souhaitent soutenir la participation des MPME au commerce international devraient proposer des activités de renforcement des capacités qui aideraient les MPME à évaluer leur préparation à l'exportation et les soutiendraient dans cette préparation en élargissant leur base de connaissances sur le processus d'exportation. Les décideurs devraient montrer leur volonté de créer des conditions favorables qui permettent d'accroître de manière tangible la compétitivité des prix des produits des MPME en jouant par exemple sur le contrôle de la logistique et d'autres coûts du commerce; fournir des infrastructures qui contribuent à atténuer les coûts de production élevés; soutenir les activités de production et d'emballage de produits de qualité et faciliter l'étude des marchés.

Si vous deviez citer un exemple de programme ou d'initiative réussis pour soutenir la participation des MPME au commerce international, quel serait-il?

Selon moi, le programme She Trades de l'ITC apporte un vaste soutien à la participation des MPME au commerce international, en particulier celle des entreprises détenues par des femmes. Les nombreuses activités de renforcement des capacités ont aidé à élargir la base de connaissances des MPME concernant le processus d'exportation et à renforcer leurs capacités à fabriquer des produits de qualité répondant aux normes mondiales. Le programme She Trades a également soutenu la participation de MPME à des foires commerciales internationales, ce qui a contribué à leur visibilité sur les marchés mondiaux.

Selon vous, comment le Groupe de travail informel de l'OMC sur les MPME peut-il aider les entreprises à accéder aux marchés internationaux?

Le Groupe de travail informel de l'OMC sur les MPME peut convenir de propositions permettant d'aider l'OMC à: a) mener une analyse complète de tous les obstacles à un accès durable des MPME aux marchés; b) élargir le programme de l'OMC en matière de facilitation des échanges à de nombreux autres pays et y intégrer une dimension qui tienne particulièrement compte des MPME; c) contribuer à harmoniser et à simplifier les normes de réglementation et de durabilité afin d'accroître la part des MPME sur le marché mondial; d) promouvoir de vastes programmes de renforcement des capacités pour approfondir la base de connaissances des MPME concernant le processus d'exportation et ses risques inhérents;

e) trouver des partenaires de financement sur les marchés d'exportation pour contribuer au développement des débouchés, à la logistique du dédouanement et de l'entreposage et aux services juridiques relatifs aux contrats et au recouvrement de créances.

POURQUOI UN GROUPE DE TRAVAIL INFORMEL POUR LES MPME?

Le Groupe de travail informel sur les MPME est une coalition de 94 Membres de l'OMC à différents stades de développement et de toutes les régions du monde qui ont en commun l'ambition d'améliorer l'accès aux marchés mondiaux pour les micro, petites et moyennes entreprises (MPME). Aujourd'hui, 95% des entreprises dans le monde sont des MPME. Bien qu'elles représentent 60% de l'emploi total dans le monde et entre 80 et 99% des entreprises immatriculées dans chaque pays, elles restent sous-représentées et se heurtent à un grand nombre d'obstacles lorsqu'elles veulent s'insérer dans le commerce international. Or lorsque les MPME réussissent à accéder aux marchés internationaux, elles peuvent alors jouer un rôle de catalyseur et permettre ainsi une meilleure répartition des retombées du commerce entre toutes les sections de l'économie. Le Groupe de travail informel sur les MPME entend agir pour que le système multilatéral produise ces retombées économiques grâce à une intégration plus poussée des MPME dans le commerce mondial.

THE ROAD TO BUENOS AIRES 2017

Le Groupe de travail informel sur les MPME a été institué par une déclaration conjointe adoptée à la faveur de la Conférence ministérielle de Buenos Aires en 2017. Cette déclaration trouve son origine dans une proposition de 2015 des Philippines présentant les MPME comme un secteur dynamique, et suggérant que "le Conseil général examine l'arrangement le plus approprié pour faciliter les discussions". En juillet 2016, le Brunéi Darussalam, la Malaisie, les Philippines, la RDP lao, Singapour et la Thaïlande ont rendu compte d'un atelier tenu en juin sur le thème "Accroître la participation des micro, petites et moyennes entreprises (MPME) au commerce international" qui visait à faire mieux connaître le rôle des MPME dans le commerce international. En mai 2017, au Conseil général, un groupe de 47 Membres (en comptant les Membres de l'UE à titre individuel) a lancé un dialogue informel sur les MPME présidé par S.E. M. l'Ambassadeur Héctor Casanueva (Chili). En juin 2017, l'Argentine, le Brésil, le Paraguay et l'Uruguay ont présenté une proposition visant à élaborer un programme de travail qui couvrirait des domaines tels que l'information et la transparence, la facilitation des échanges, le commerce électronique et le financement du commerce. Plusieurs ateliers, dont un sur les expériences régionales et nationales, se sont tenus en octobre 2017 dans la perspective de la onzième Conférence ministérielle afin de faire prendre conscience aux Membres de l'utilité d'un forum spécifique où débattre de la question des MPME à l'OMC. Un projet de déclaration ministérielle a été distribué avant la onzième Conférence ministérielle (veuillez [cliquer ici](#)).

sence durable et évoluer ou améliorer la position de l'entreprise dans les chaînes d'approvisionnement.

- Vos valeurs et votre approche concernant les questions environnementales, la réglementation et les changements climatiques.
- Les défis, risques et problèmes que vous avez pu rencontrer.

Ces études de cas envisagées devraient prendre la forme de rapports courts et faciles à lire (incluant des tableaux, graphiques et schémas), élaborés conjointement par la direction des PME et le personnel de l'OMC.

Si vous souhaitez partager votre expérience des chaînes d'approvisionnement, veuillez envoyer un message à l'adresse ka-thryn.lundquist@wto.org pour proposer une collaboration en vue d'une étude de cas.



«Les MPME sont fondamentales pour nos économies - un gagnant-gagnant pour tout le monde - et l'emploi, et nous travaillons pour développer le potentiel des MPME dans le commerce international» - S.E. M. José Luis Cancela de l'Uruguay, Coordinateur du Groupe



BIENVENUE A MACAO, EN
CHINE ET AU
TADJIKISTAN!



Macao, la Chine et le Tadjikistan
sont devenus les membres les plus
récents du groupe MPME en décem-
bre 2021 et mai 2022.

LE GROUPE DE TRAVAIL INFORMEL SUR LES MPME, POUR QUOI FAIRE?

Dans leur Déclaration conjointe de 2017 portant établissement du Groupe de travail informel, les Membres se sont engagés à examiner et à identifier des "solutions horizontales et non discriminatoires" pour améliorer la participation des MPME au commerce international. Le Groupe de travail informel cherche à élaborer des solutions qui s'appliqueraient à toutes les entreprises mais qui pourraient être particulièrement avantageuses pour les MPME, tout en tenant compte des besoins propres aux pays en développement.

Coordonnateur général : S.E. M. l'Ambassadeur José Luis Cancela (Uruguay) (depuis janvier 2018).

Previous Chair: H.E. Mr Hector Casanueva of Chile (June 2017-January 2018).

Composition du Groupe de travail informel :

Afghanistan; Albanie; Antigua et Barbuda; Arabie saoudite; Argentine; Arménie; Australie; Belize; Brésil; Brunéi Darussalam; Canada; Chili; Chine; Colombie; Costa Rica; Côte d'Ivoire; Dominique; El Salvador; Équateur; Fédération de Russie; Gambie; Géorgie; Grenade; Guatemala; Guyana; Honduras; Hong Kong, Chine; Islande; Israël; Japon; Kazakhstan; Kenya; Liechtenstein; Macédoine du Nord; Macao, Chine; Malaisie; Mexique; Mongolie; Monténégro; Myanmar; Nicaragua; Nigéria; Norvège; Nouvelle-Zélande; Pakistan; Paraguay; Pérou; Philippines; Qatar; RDP lao; République de Corée; République de Moldova; République dominicaine; République kirghize; Royaume de Bahreïn; Royaume Uni; Saint Kitts et Nevis; Saint Vincent et les Grenadines; Sainte Lucie; Singapour; Suisse; Tadjikistan; Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu; Turquie; Ukraine; Union européenne; Uruguay; et Viet Nam.

Vous pouvez vous inscrire à cette Newsletter en envoyant un email à email-ersd@wto.org.



Groupe de Travail
Informel de l'OMC